Zeitschrift: Revue syndicale suisse : organe de l'Union syndicale suisse
Herausgeber: Union syndicale suisse
Band: 7 (1915)
Heft: 2

Artikel: La science du Dr Laur
Autor: [s.n.]
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-383066

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 15.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

moyenne d'un ouvrier à 8 fr. par jour, ce sont plus de $12^1/_2$ milliards de pertes pour la production sociale. A cela il faut ajouter au moins autant de pertes pour le travail des ouvriers et ouvrières occupés dans les industries pour la production et le transport des matériaux de guerre.

Ceux qui nous racontent toujours, ce que les grèves causent de pertes à la société, feraient bien de tenir compte des constatations que nous venons de faire.

Mais ce ne sont là que des parties et non les plus importantes des pertes que la guerre a déjà causées.

N'oublions pas qu'une grande partie de la Belgique et des départements du Nord de la France, une partie de l'Alsace, toute la Galicie et une grande partie de la Pologne sont dévastées, que des milliers de villages et de villes furent réduits en ruines. Depuis plusieurs mois, il ne se passe pas de jour sans que la mer engloutisse un certain nombre de vaisseaux plus ou moins importants et avec eux des valeurs de plusieurs millions sont perdues.

A notre avis, les effets de la guerre coûtent encore bien plus aux peuples que l'entretien et l'armement des troupes.

Cependant, cette guerre féroce demande encore autre chose que de l'argent, des forces de travail et la disparition ou la démolition d'œuvres humaines. La guerre actuelle a déjà dévoré la chair, a bu le sang de plus de $2^1/_2$ millions d'hommes, elle en a estropiés plus d'un million pour le restant de leur vie, et près de 4 millions d'hommes malades et blessés souffrent dans les hôpitaux!

Le travailleur syndiqué n'est pas simplement qu'un ouvrier salarié, désirant obtenir le plus haut salaire possible, une courte journée de travail, un traitement digne de la part de ses maîtres et des secours de la part du syndicat. L'ouvrier syndiqué est aussi un être humain, et l'organisation ne l'empêche en rien d'avoir des sentiments humains qui lui font ressentir les souffrances de ses semblables.

Son intelligence, sa raison, doivent se révolter à la pensée que, par millions, ses frères de travail s'entr'égorgent sur les champs de bataille, causent la ruine de peuples entiers, et tout cela presqu'uniquement au profit des oppresseurs et des exploiteurs du prolétariat.

Ceux des syndiqués qui ne se sentent pas trop tourmentés par des sentiments humains, ont du moins subi les effets du renchérissement de la vie, du chômage, des réduction des salaires. Cela seul devrait suffir, pour leur faire comprendre que l'organisation syndicale ne peut rester indifférente lorsqu'il s'agit de combattre la guerre et le militarisme.

Sans doute, la majeure partie des syndiqués ne contesteront pas le bien-fondé de notre façon de penser et de juger. La censure rigoureuse empêche actuellement beaucoup de nos camarades de nous faire connaître leur opinion tout entière. Cependant ce que nous avons appris jusqu'ici par les déclarations de certains camarades n'est pas très encourageant. Nous en parlerons dans un prochain article.

La science du Dr Laur

C'est entendu, les socialistes qui accusent le consortium des agrariens, groupé autour de l'illustre savant de Brougg, d'exploiter méthodiquement les consommateurs, ne sont que de vils calomniateurs, mal à leur aise tant qu'ils ne peuvent pas embêter quelqu'un.

Nos braves agrariens ne songent qu'à vivre pour le bien de la patrie et s'ils s'efforcent d'augmenter le plus possible le prix des vivres, ils ont les raisons d'Etat pour eux.

La patrie serait sérieusement en danger s'il n'y avait pas notre superbe professeur Laur, *secrétaire de la Ligue des paysans, professeur d'agronomie à l'école polytechnique de Zurich, statisticien spécial pour la production agricole et alimentaire en Suisse, membre de toutes les commissions d'experts à nommer par le Conseil fédéral*, etc., etc.

Eh bien, ce noble citoyen, auquel la Suisse le doit un peu si elle existe encore, vient de publier une brochure qui prouve combien nous sommes mal renseignés quand nous protestons contre la politique douanière de nos gros paysans, quand nous nous lamentons de la hausse du coût de la vie.

Cette brochure intitulée

„Principes économiques à l'usage de la Politique douanière suisse“

mériterait d'être apprise par cœur par tous ceux qui souffrent du renchérissement de la vie.

Malheureusement, elle est trop volumineuse pour que nous puissions la reproduire en entier. Nous n'en reproduirons que les principaux chapitres, sans modification du texte, mais en nous réservant de faire quelques commentaires, si cela nous paraît utile.

Le but de la politique économique de l'Etat.

Si elle veut être source de fécondité, la politique économique de l'Etat doit se donner pour base une idée directrice, tendre vers des buts déterminés. Or, c'est à la prospérité de la nation qu'aspire l'Etat moderne. Cependant, si les représentants des diverses tendances se trouvent en désaccord en ce qui concerne les voies à suivre,

on peut constater que le but des uns n'est pas non plus celui vers lesquels tendent les autres.

Le professeur *Brentano,* le chef des libre-échangistes allemands tient pour la meilleure, la politique économique permettant de satisfaire les besoins de l'humanité de la façon la plus parfaite et la moins onéreuse, tout en assurant au travail et au capital le maximum d'avantages. Ainsi, pour les adeptes de cette conception, le but de la politique économique a pour noms, richesse, gain et jouissance. Pour l'homme d'affaires, cette façon de voir sera l'évidence même. Le sociologue, lui, cherchera à se rendre compte de quelle manière le revenu national se répartit alors entre les différents individus. Mais, pour celui qui a coutume de porter ses investigations plus loin, de remonter à l'individu même, à l'origine du bonheur humain ainsi qu'aux éléments lui servant de bases, une telle orientation de la politique économique de l'Etat, de semblables buts, ne sauraient suffire. Si l'élévation du revenu visée se trouve accompagnée de phénomènes sociaux tels qu'un usage irrationnel et souvent nuisible des biens, une recrudescence de la légèreté, de la nervosité et des maladies, si les besoins croissent plus rapidement que le gain, si l'égoïsme s'accroît pendant que l'esprit de solidarité va décroissant, le but proposé n'était pas une bénédiction. C'est pourquoi nous voudrions définir autrement que l'ont fait les libre-échangistes le but de la politique économique et dire:

« La politique économique la plus utile est celle réunissant en elle les conditions les meilleures pour donner et conserver à la nation des hommes sains au triple point de vue physique, moral et intellectuel et en état de remplir la mission à eux confiée. »

Certes, l'homme apporte, en naissant une partie de son bonheur: les dons, le caractère, la façon d'envisager la vie. Mais son bonheur dépend aussi de l'atmosphère dans laquelle il vit, du milieu, des conditions économiques qui le dominent.

Si l'on veut que l'être humain se sente bien, il faut lui assurer l'indispensable, en quelque sorte, un minimum d'existence. Il va de soi que ce serait faire injure à celui qui souffre du froid et de la faim que de lui demander d'être heureux. Il est hors de doute que, dans ce sens, en exigeant du travail toute la productivité dont il est susceptible, les aspirations des libre-échangistes sont complètement justifiées.

Mais, le minimum d'existence n'est pas en chaque cas le même. Vivant dans une ferme isolée d'une contrée montagneuse, le paysan a peu de besoins; peu suffit à son bonheur et sa famille prospère saine et forte à ses côtés. L'ouvrier vivant en ville, chaque jour spectateur de tout ce que peut offrir le luxe s'affichant dans la rue ou dans les magasins, en arrive presque toujours, lorsqu'il doit fixer le minimum d'existence suffisant à son bonheur, à un taux dépassant sont revenu. C'est là un fait que l'on peut observer avec plus de précision encore chez le fonctionnaire. Elle contient une grande part de vérité, l'assertion suivant laquelle plus un fonctionnaire gagne, plus il a de peine à équilibrer son budget. Cette disproportion entre les désirs et les moyens à disposition pour les satisfaire est une source constante de malaise. Et, dans ces milieux, c'est un état d'âme qui, lorsqu'il a pris racine, est impossible de modifier. Que l'on s'évertue à augmenter les salaires et les traitements, à peser de plus en plus sur les prix des denrées alimentaires, les besoins s'accroîtront encore plus vite et le malaise n'en subsistera pas moins. C'est un fait inhérent au genre d'occupation et au milieu, et le nombre des mécontents s'accroîtra en raison directe de celui des individus embrassant ces conditions de vie. — Il est en tout cas certain que, dans la mesure où il dépend de conditions économiques, le bonheur de l'homme est susceptible d'être augmenté non seulement par une élévation du revenu, mais aussi par une diminution des besoins. Très souvent même, c'est le second moyen indiqué qui se révèle le plus efficace. *La politique économique de l'Etat doit donc s'efforcer de retenir le plus grand nombre d'hommes possible dans des conditions telles qu'ils se sentent bien en dépit d'un revenu relativement faible.** Le plus sûr moyen d'arriver à ses fins sera pour elle de veiller à ce qu'avant tout, ces gens contents de peu voient leur minimum d'existence assuré. *Il est bien compréhensible que ce but ne doit pas l'empêcher d'élever le degré de productivité du travail humain par l'application des progrès se réalisant dans les domaines technique et économique, pas plus que de faire concourir les forces et les moyens à sa disposition au progrès de la culture.**

Mais tout n'est pas là; il convient encore, dans un autre sens, de faire une réserve à l'égard des tendances visant le plus haut revenu possible. Le minimum d'existence doit présenter toutes les garanties de durée et de régularité. Rien, en effet, n'est pire que le flottement dans la situation économique de l'individu comme des peuples et il serait illusoire de vouloir compenser quelques semaines de famine par plusieurs années de vie à bon marché. Mieux vaut payer des prix légèrement supérieurs, se résoudre à adopter un genre de vie quelque peu plus simple, qu'avoir à subir une période où, tout à coup, l'on se trouve dénué de tout.

---

* C'est nous qui soulignons. Réd.

Nous en arrivons ainsi à la conclusion suivante:

1. La politique économique de l'Etat ne doit pas avoir pour seul but, une élévation aussi forte que possible du degré de la productivité du travail ou, en d'autres termes, du revenu.
2. La politique économique doit s'efforcer de créer des conditions telles qu'elles assurent l'existence du plus grand nombre possible d'hommes sains au triple point de vue physique, moral et intellectuel.
3. Assurer la durée de la satisfaction des besoins les plus urgents et éviter de fortes oscillations dans le revenu et l'approvisionnement des denrées alimentaires, sont pour la prospérité de l'humanité, des tâches ayant plus d'importance que l'élévation du revenu et l'abaissement du prix des denrées alimentaires.

M. le professeur Laur ne nous dit pas ce qu'il entend par *nation*, c'est ce qui lui évite de fournir la moindre preuve à l'appui de sa prétention: « *L'Etat moderne aspire à la prospérité de la nation.* » Peut-être que ce sont les classes possédantes, la nation.

En Suisse, où les conditions sociales ne sont pas des plus mauvaises, nous constatons que l'Etat aspire surtout à la prospérité *des classes possédantes.* La preuve en est que sur les 30 milliards de fortune soi-disant nationale la classe ouvrière, qui englobe au moins *la moitié de la population,* ne possède pas même un dixième de cette fortune. Les ouvriers les mieux situés possèdent deux ou trois mille francs, c'est-à-dire juste de quoi vivre pendant deux années quand ils ne pourront plus travailler. Mais la majeure partie des salariés n'auraient pas pour vivre trois mois, si le travail devait manquer complètement. La preuve: *la statistique des livrets de caisse d'épargne.*

Ce que la Confédération et les gouvernements cantonaux ont fait jusqu'à présent pour les classes pauvres, c'était d'empêcher que les individus pauvres ne périssent pas dans la misère, ne meurent pas précisément de faim. Ce qu'ils font de plus en matière de réformes ou d'améliorations sociales, c'est fait parce que la sécurité de l'Etat et la prospérité des classes possédantes — l'une et l'autre ne pouvant être maintenues sans un certain nombres d'ouvriers capables et physiquement forts — l'exigent.

A part cela, ce sont les organisations politiques et économiques des ouvriers qui ont dû lutter sans cesse pour l'amélioration des conditions d'existence de leur classe. C'est là ce qui a empêché les conditions sociales en Suisse de s'empirer au degré où on les trouve en Russie, dans les Indes et partout où les travailleurs ne peuvent pas se défendre eux-mêmes.

N'oublions pas de dire que les gouvernements cantonaux et de nombreuses autorités communales en Suisse ne manquent aucune occasion pour mettre des bâtons dans les roues du mouvement ouvrier.

C'est dans les deux phrases soulignées par nous que le professeur Laur trahit le fond de sa pensée.

La situation déplorable des ouvriers qui se contentent de tout et précisément le triste sort de nos petits paysans et fermiers qui restreignent leurs besoins, leurs dépenses au strict nécessaire indispensable pour la vie, démontrent les conséquences funestes pour les classes pauvres de la science du professeur Laur.

S'il est compréhensible pour ce digne défenseur des classes possédantes que la restriction des besoins des pauvres ne doit pas empêcher d'élever le degré de productivité du travail humain, il est fort compréhensible pour nous que, selon cette science, les possédants deviendront toujours plus riches et les dépossédés de plus en plus pauvres.

Au lieu d'accepter les thèses des professeurs de cette espèce, nous devons lutter pour la réalisation de la plus simple justice sociale dont la formule a été trouvée et préconisée depuis longtemps par les socialistes, c'est-à-dire:

La socialisation des moyens de production et la répartition des produits, basée sur les besoins d'une existence normale de l'être humain et différenciée selon les efforts et les sacrifices faits par les producteurs.

Voilà ce qui assurerait une existence heureuse, la durée et la régularité dans la possibilité de satisfaire les besoins de tous. *(A suivre.)*

A propos de l'Union syndicale internationale.

Dans le dernier numéro de notre *Revue* nous avons reproduit un article de l'*Humanité,* article concernant la proposition de nos camarades de la C. G. T. française et de la General Federation of Trade Unions de la Grande-Bretagne demandant le transfert du bureau de l'Internationale syndicale de Berlin à Berne. A ce moment, nous n'avions encore reçu aucune communication à ce sujet.

Entre temps, le camarade W. A. Appleton nous a adressé la lettre suivante qui a sans doute été adressée en même temps à tous les comités des centrales nationales affiliées à l'Union internationale.